



Le PS
progrès
humain

UNE NOUVELLE VOIE ! DE LA RÉPUBLIQUE À L'ÉCO-SOCIALISME.

Contribution du collectif Emergence : l'éco-socialisme n'est pas un thème parmi d'autres dans un programme. C'est l'axe autour duquel reconstruire notre projet en réaffirmant nos valeurs. C'est l'occasion d'ouvrir un troisième temps du socialisme.

Contribution Générale présentée par :
Gorce Gaëtan

LES PREMIERS SIGNATAIRES:

Gaëtan Gorce (Sénateur) ; Souad El Manaa (membre titulaire du Conseil National 61) ; Géraud Guibert (Président de la Fabrique écologique) ; Fabrice Rizzoli (membre titulaire du Conseil National 95) ; Jean Launay (Député) ; Laura Bérot (95) ; William Leday (92) ; Sylvette Thirionet (78) ; Fabien Duquesne (Paris) ; Hicham Boujilal (58) ; Daniel Le Scomet (07);

LES SIGNATAIRES:

Hervé Brun (75) ; Véronique Pairault (86) ; Melek Ekim (92) ; Jacqueline Mengin (75) ; Maurice BERTHIAU (44) ; Amaud Papin (92) ; Claude Brun(16) ; Dominique Ferreira-Lebris (16) ; Walter Weideli (24) ; Aurélien TRICOT (38); Bernard Buffet (18) ; Eric Huiban (29) ; Pascal Villaret ; Françoise Fumeron (16) ; Gérard Plagellat(34) ; Régis Cottet (86) ; Arthur Brondy (38) ; Monique Merlet (16) ; Claude Husson (86) ; Marie Farret (16) ; Jacques Siron (42) ; Claudette Siron (42) ; Jean-Marie Nalin (69) ; Joel Theurier (45) ; Lydia Mousseau (16) ; Michel Combe (64) ; Marc Roche (59) ; Yves-marie Huchin (57) ; Gérard Croiset (19) ; Raymond Jean Michel (4) ; Robert Beurrier ; Yvan Goroneskul (34) ; Catherine Laur (12) ; Françoise Pelissolo (78) ; Caroline Deveaux (58) ; Roland Minot (58) ; Michel Padiou (07) ; Dominique Dumontet (16) ; Jean-Michel Caudron (76) ; Danielle Rosset (7) ; Wally Tirera (13) ; Benoit Carrere (75) ; Jeanne Couvreur (27) ; Brice Gaillard (75) ; Bernard Carrere (07) ; Aurélien Bloy (12) ; Lilian Jean (16) ; Alain Fremont (58) ; Stéphane Fournier (91) ; Mounir Abdo (58) ; Louise Herbiet (58) ; Albert Pamaudeau (44) ; Achraf Achahbar (58) ; Paul Laroche (16) ; Aydin Ahmet (57) ; Christine Rodriguez (61) ; Serge André (30) ; Christine Chick (30) ; Christian Dufrechou (67) ; Gilles Noël (58) ; Georges-Louis Vigier (37) ; Jean-Pierre Guenebaut (25) ; Serge Beinier (43) ; Serge Guichené (58) ; Guy Kombo (34) ; Naïma Rabbah (58) ; Jean-Pierre Corsia (75) ; Yves Dubois (75) ; Vincent Baralle (62) ; Loïc Lanouiller (11) ; Christine Mengin (75) ; Jean-Pierre Bernard (45) ; Philippe Trotté (44) ; Manuela Guilleux (58) ; Sophie El Shewey (92) ; Fran Varin ; Anne Mokry ; Lyes Hakem (92) ; Menad Ahmed-Zaïd (75) ; Michel Didier-Die (58) ; Guilaine Pestie (95) ; Sofiane Akmouche (75) ; Tahar Louchami (07) ; Stéphane Jeannot (75); Ali Haddar (93) ; Mourad Boudjema (75) ; Nicole Fondeneige ; Alain Fontaine (77) ; Alice Delaporte (58) ; Frank Morot-Sir (95) ; Marielle Slezarb (58) ; Régis Lavocat (58) ; Roland Pérez (34) ; Christine Illana Le Scomet (07) ; Philippe Faisant (22) ; Michèle Plancq (58) ; Mireille Arents Charras (34) ; Caroline

Baas (95) ; Paul Martin (68) ; Bernard François Philippe Maghin de Serozze d'Ouxan De Fexhe (32) ; Philippe Beaussant (75) ; Dominique Blaudy (16) ; Alain Manteghetti (34) ; Philippe Duchesne (58) ; Jean Modolo (78) ; Gisèle Mercier (58) ; Baptiste Fournier (91) ; Maurice Guérin (58) ; Daniel Chinier (16) ; Véronique Jasmin (95) ; Muriel Jasmin (95) ; Michèle Christophoul (78) ; Christine Feuillebois (78) ; René Antoine Inconnu (58) ; Gerard Bocquet (58) ; Blandine Delaporte (58) ; Thomas Bougerol (75) ; Tristan Lindeperg (75) ; Bernard Maghin (32) ; Patrick Domenget (76) ; Dominique Chaumard (84) ; Nicolas Jaouen (78) ; Guillaume Poiret (94) ; Olivier Hamel (34) ; Joëlle Edouard-Gondret (92) ; Didier Garabos (33) ; Michel De Joie (58) ; Philippe Cosson (58) ; Françoise Cosson (58) ; Farid Touahria (13) ; Monique Petard (34) ; Lionel Chautru (64) ; Claude Kerviel (29) ; Abdo Mounir (58) ; Gilles Dadou 31 ; Gérard GUERAUD (18)

TEXTE DE LA CONTRIBUTION

Le socialisme va-t-il mourir ? – comme certains l'annoncent. Et pour faire vivre le socialisme n'avons-nous le choix qu'entre deux gauches, l'une supposée "pure" et l'autre prétendument "moderne"? L'une orthodoxe et l'autre libérale ?

Notre conviction est toute autre : nous avons besoin d'une refondation politique et intellectuelle de notre parti ! C'est faute d'y avoir travaillé, à force de luttes stériles et de synthèses molles, que notre parti a peu à peu sombré dans le désarroi et la confusion.

Qu'est-ce que le socialisme, sinon le refus de la fatalité face aux problèmes auxquels notre humanité est confrontée ?

Qu'est-ce que le socialisme sinon la volonté d'organiser démocratiquement la société autour de valeurs collectives, à commencer par la liberté et la justice ?

Cette volonté est plus que jamais d'actualité dans la crise qu'affronte le libéralisme incapable de préserver l'économie des conséquences de la spéculation financière et toute notre planète des ravages du réchauffement et de la destruction de l'environnement.

Ce double défi place les socialistes, comme à chaque fois dans leur histoire, devant leur responsabilité.

A la violence et la brutalité des premières révolutions industrielles et du capitalisme sauvage, ils firent longtemps le choix d'opposer une alternative radicale. Au capitalisme régulé de l'après-guerre, ils surent, au prix d'une formidable mutation, imposer les transformations démocratiques et sociales sur lesquelles repose encore l'équilibre de nos sociétés. A la folie spéculative et marchande, enfin, qui caractérise la mondialisation, il leur revient aujourd'hui de substituer un autre modèle de développement, fondé sur la préservation des ressources naturelles, la satisfaction des besoins sociaux essentiels et la coopération des peuples.

Notre conviction, celle qui nous relie aux réflexions et aux luttes de tant de générations avant nous, c'est que **le socialisme, dans la continuité de son histoire, constitue la réponse aux défis de notre temps.**

Notre conviction, celle, qui au-delà de nos différences, nous réunit et nous mobilise, c'est que, renonçant à des formules datées, mais fidèle à ses principes, le socialisme a un avenir !

Parce que le moment révolutionnaire et aussi le moment social-démocrate sont passés, **il nous revient d'inaugurer un nouveau temps du socialisme, tâche immense dont l'ampleur nous a fait jusqu'à présent hésiter, mais que la crise d'identité présente nous oblige à affronter.** Car, au regard des bouleversements

actuels du monde et des menaces qui pèsent sur l'avenir de la vie sur la planète, il ne fait aucun doute que **l'écologie constitue désormais la dimension naturelle du socialisme. Mais d'un socialisme totalement fidèle à l'héritage républicain autour et à partir duquel la gauche française s'est bâtie.** C'est pourquoi, quand notre pays traverse l'une des crises les plus graves de son histoire, quand nos concitoyens s'interrogent sur la nature et le sens de la solidarité qui les relie pour constituer une même nation, nous aurons aussi à cœur de travailler à réactualiser les principes fondateurs de notre République hors de laquelle le socialisme ne peut se déployer!

Nous voulons construire l'éco--socialisme dans la République du XXIème siècle.

LE SOCIALISME A UN AVENIR : L'ÉCO-SOCIALISME !

Conscients des dangers que la toute puissante loi du profit fait courir à l'humanité et à toutes les formes de vie sur la planète, convaincus que la question sociale et la question environnementale ne peuvent plus être séparées, **nous nous déclarons désormais éco--socialistes, associant la volonté de transformation dont nous avons toujours été porteurs au besoin de régulation démocratique et économique qu'impose de plus en plus impérieusement la perspective d'une crise climatique.**

Le monde change.....

Ne nous trompons pas sur la nature de la crise que nous avons à affronter !

De deux choses l'une : ou bien la perspective, de plus en plus probable et redoutée, de la crise climatique nourrira un catastrophisme prétexte à une politique de la peur et du repli sur soi, ou bien elle servira de base à de nouvelles formes de coopération permettant à l'humanité de reprendre peu à peu son destin en main. Car **la crise économique que nous affrontons depuis des années n'est pas une simple crise du modèle financier mondial, c'est la crise d'un modèle de développement.**

C'est pourquoi la réponse à lui apporter viendra de L'ÉMERGENCE de nouvelles méthodes de production, comme de consommation, qui supposent pour réussir, à la fois un changement de paradigme et un approfondissement de la démocratie. Le changement de paradigme doit nous conduire à ne plus considérer ni la productivité, ni la consommation, comme des fins en soi. Nous devons peu à peu intégrer des logiques de modération et de responsabilisation déjà perceptibles dans de nouvelles pratiques sociales, telles que l'économie circulaire. Il nous faut désormais admettre que, synonyme du gaspillage et des dépenses publicitaires exponentielles que nous avons connues, la « société de consommation » a vécu ...

L'efficacité de la transition dépendra de la capacité des citoyens à anticiper la crise écologique future en développant de nouvelles modalités de coopération, comme de délibération, en étant à l'affût des innovations technologiques, mais aussi sociales et politiques, qui permettront de faire des producteurs et des consommateurs les nouveaux acteurs de cette mutation. Elle sera à l'évidence facilitée par le développement du numérique qu'il faut orienter dans le sens d'une plus grande prise en compte des besoins sociaux.

C'est à un véritable bouleversement qu'il faut s'attendre auquel nous avons le devoir de nous préparer en proposant les formes nouvelles d'organisation économique et sociale par lesquelles la société pourra reprendre son avenir en main. Abandonnés aux lois du profit et du marché, ces changements ne pourraient

en effet qu'accroître les désordres et les inégalités. Cette approche dépasse les querelles internes du Parti Socialiste entre régulateurs et libéraux, entre les tenants de la norme et ceux des moyens, entre les tenants de la Loi et ceux du contrat.

Elle doit nous amener à comprendre que ces mutations constituent pour le mouvement socialiste une formidable opportunité, celle de refonder son projet, de renouer le fil de son histoire et de ses valeurs que la crise écologique est bien loin de rendre obsolètes !

...le Socialisme aussi !

Si le libéralisme économique est à bout de souffle, si l'hyper-économisme ne fait qu'accroître les désordres, financiers ou climatiques, ces vieilles manières de penser ne se maintiennent encore que faute d'une alternative cohérente que l'éco-socialisme peut aujourd'hui représenter en nous donnant l'occasion de reforge nos valeurs au feu des défis d'aujourd'hui.

Être éco-socialiste, c'est en effet d'abord redéfinir notre rapport à ce principe-clef qu'est le progrès. Conscients de ses ambivalences, nous placerons démocratiquement ses effets sous le contrôle de l'évaluation citoyenne : ainsi l'éco-socialisme veut mettre l'innovation technologique au service de la société et non plus au service de la rentabilité. Mais, aussi et surtout, nous voulons et devons élargir notre conception du progrès jusqu'à celle plus large, plus riche, plus socialiste, de progrès humain, en donnant la priorité à la qualité de la vie en société. Rejoignant ainsi la critique du PIB comme unique indicateur de prospérité, selon une réflexion désormais largement engagée et partagée, nous incluons le respect de l'environnement et ses conséquences, la santé, l'accès au savoir, l'égalité des femmes et des hommes, la nature des relations sociales, des emplois etc., bref tout ce qui fait la richesse d'une vie humaine, dans la définition de la richesse nationale.

Être éco-socialiste, c'est ensuite considérer que la lutte contre les Inégalités est maintenant indissociable de celle de la protection de l'environnement : plus la croissance sera équitablement partagée, moins il sera nécessaire qu'elle atteigne des niveaux élevés ! et que les conséquences de la dégradation de l'environnement pénalisent en premier lieu nos concitoyens les plus déshérités qui sont les plus exposés.

Être éco-socialiste, c'est constater que les inégalités sont sources de gaspillages qui accentuent encore les effets de la destruction des ressources naturelles et des matières premières. C'est du coup vouloir donner, entre les nations et au sein de chacune d'entre elles, une impulsion nouvelle aux idéaux de redistribution auxquelles nous restons indéfectiblement attachés.

Être éco-socialiste, c'est encore promouvoir un nouveau modèle de développement et ne plus tout attendre de la croissance.

C'est considérer que la transformation de notre économie doit s'appuyer d'abord sur la mutation de nos modes de production, en accompagnant nos entreprises, et d'abord notre industrie, dans ce processus. Ce nouveau modèle doit permettre de retrouver le temps long du développement mis à mal par la finance, de remettre le travail et les compétences humaines au cœur des activités productives, de démocratiser les lieux de production, de réorienter la production vers les besoins fondamentaux et les nouveaux usages, d'assurer la transition écologique et l'efficacité énergétique, de favoriser l'ancrage territorial des activités et de maîtriser l'ouverture des économies pour ne pas favoriser le moins-disant social ou écologique.

C'est considérer que, si elle facilite la redistribution et le plein-emploi, la croissance n'en est pas la condition exclusive. **Ainsi, une politique fiscale plus juste ne**

dépend-elle pas seulement de la taille du gâteau, mais d'abord de la détermination de ceux qui contribuent à le découper, qu'il s'agisse de son degré d'universalité, de sa progressivité ou de la place affectée aux services publics dont l'accès n'est pas commandé par le niveau de revenu.

La même démarche peut apporter à la question de l'emploi de nouvelles réponses. On pense en premier lieu à la formation tout au long de la vie, seule à même de répondre aux défis des mutations du travail, incessantes, accélérées et mondiales. Par ailleurs, les gains de productivité colossaux des secteurs primaires et secondaires, l'augmentation continue de notre population, l'accroissement de la durée de la vie et des carrières professionnelles, ainsi que, négativement, la relative inefficacité des politiques visant à résorber le chômage, tous ces facteurs invitent à remettre au cœur du débat la réduction du temps de travail hebdomadaire. N'oublions pas que, depuis 40 ans, la seule politique publique qui a fait massivement baisser le chômage est le partage du temps de travail instauré par les lois Aubry des 35h. Ce débat appelle aujourd'hui une réflexion sur les nouvelles formes de rémunération du travail à progressivement et partiellement déconnecter du statut de l'emploi, comme aussi une réflexion sur le revenu de base.

L'éco-socialisme, c'est aussi favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire (pour laquelle l'utilité sociale est l'objectif premier et le bénéfice le moyen de développer le projet collectif) dont la gouvernance démocratique assure la primauté des coopérateurs sur le capital.

L'éco socialisme, c'est mettre en place de nouvelles formes de développement économique comme la réutilisation des biens confisqués par l'Etat à des fins sociales. Expérimenté en Italie depuis 1996 et demandé par la commission européenne CRIM contre le crime organisé, le blanchiment et la corruption, l'usage sociale des biens confisqués est une des formes du socialisme de demain en France. La réutilisation à des fins culturelles des biens saisis par la police a une très forte valeur symbolique, pédagogique et culturelle : elle permet de détruire le capital social des criminels professionnels et confère à l'État son autorité auprès des populations qui se réapproprient le fruit du trafic (voir la contribution thématique Fabrice Rizzoli).

L'éco-socialisme, c'est également favoriser le développement de l'économie circulaire où les déchets des uns sont les ressources des autres, où le schéma n'est plus : extraire (des ressources) – produire – consommer – jeter, mais : réutiliser (des déchets) – transformer – consommer – recycler, lutter contre le gaspillage et l'obsolescence programmée en imposant, par exemple, des normes de réparabilité des produits sur le modèle des normes de recyclage déjà en vigueur.

L'éco-socialisme, c'est soutenir les circuits courts (rapprocher les producteurs des consommateurs) pour limiter au maximum les flux de marchandises et réduire ainsi le coût écologique de l'activité humaine, c'est **favoriser le lien de confiance entre le producteur et le consommateur** et ainsi bénéficier économiquement au territoire où l'on vit.

L'éco-socialisme, c'est encore favoriser l'économie collaborative où les objets et les services sont échangés, loués, mis en commun, plutôt qu'achetés systématiquement par chaque individu, les nouvelles technologies favorisant la disparition des intermédiaires entre le producteur et le consommateur.

Être éco-socialiste, c'est relégitimer et transformer l'intervention publique mise à mal depuis trente ans par une vague libérale que la crise financière et environnementale doit faire reculer.

C'est par l'éco-socialisme que nous voulons reprendre l'initiative et sortir de débats piégés depuis la chute du Mur : une lutte efficace contre la dégradation de l'environnement ne peut en effet reposer sur des mécanismes d'ajustement

aléatoires. Pour déboucher sur les résultats et les transformations qu'exige l'urgence écologique, doivent s'imposer, à tous les niveaux, territoriaux et européen, de nouveaux instruments de régulation, d'évaluation et de planification indicative, notamment pour maîtriser l'évolution des approvisionnements et de la consommation énergétique.

Même si, dans certains cas, des nationalisations pourraient se trouver justifiées, il ne s'agit pas de revenir aux formes traditionnelles de l'action publique, mais plutôt d'encourager le travail conjoint d'une pluralité d'acteurs, autour d'objectifs définis démocratiquement. Il s'agit en somme d'une nouvelle alliance entre une collectivité publique réformée et une société responsabilisée.

L'éco-socialisme est donc inséparable d'une réforme de l'Etat comme d'un approfondissement de notre démocratie... Etre éco-socialistes, c'est en effet promouvoir une vision neuve de la démocratie, pédagogique, transparente, ouverte sur la société.

Être éco-socialiste, c'est renouer avec l'internationalisme à partir de questions concrètes. C'est chercher à installer, à l'échelle mondiale, une gouvernance qui assure la protection des " biens publics mondiaux" que sont les océans, les fleuves, l'atmosphère, etc...

Dans le même esprit, c'est aider les économies émergentes à « décarboner » leur modèle de production au moyen d'un Fonds vert de solidarité, alimenté par une taxe sur les produits importés non conformes aux normes écologiques européennes, dispositif permettant aussi de décourager la délocalisation d'activités polluantes rechantant à internaliser le coût de leurs nuisances.

Être éco-socialiste, c'est aussi exiger le respect par tous des standards sociaux fondamentaux (prohibition du travail forcé et du travail des enfants, parité, respect de la liberté syndicale, etc.) et renforcer le rôle et les moyens de l'OIT.

C'est aussi réaffirmer notre engagement européen en travaillant à rétablir la confiance des peuples dans l'Union au moyen d'une politique coordonnée de soutien à l'investissement dans la transition écologique, d'une démocratisation des instances et de politiques attentives au bien-être des Européens plutôt qu'à la satisfaction des spéculateurs. **C'est aussi permettre à L'Union Européenne de déroger aux règles de concurrence pour assurer la survie et la modernisation des secteurs industriels menacés et la préservation de leurs emplois dans le cadre d'une véritable politique industrielle.**

Être éco-socialiste, c'est enfin rendre au socialisme sa dimension éthique et son exemplarité. C'est par l'éco-socialisme que nous parviendrons à restituer leur autorité aux valeurs dont nous sommes historiquement porteurs et dont nous sommes peu à peu éloignés : refuser la logique destructrice d'une croissance marchande sans bornes, c'est choisir d'autres références sociales, celles de l'éducation, de la prévention, de la gratuité, de l'égalité. En donnant l'exemple de l'humilité, de la solidarité, du partage, y compris du pouvoir, nous pouvons promouvoir une autre logique sociale. Le socialisme moderne sera d'autant plus fidèle à lui-même qu'il se réappropriera les formes élémentaires et facilement popularisables de la convivialité, de l'entraide, de la mesure et du désintéressement. Bref, rendre au lien social son importance et sa valeur propre et au comportement de chacun sa vertu pédagogique, en élaborant pour tous, élus comme militants, une véritable charte des valeurs à laquelle chacun devra se référer.

L'éco-socialisme ne vise pas en effet à culpabiliser le citoyen, mais à l'associer aux politiques qui touchent aussi à sa vie quotidienne, du logement au transport, en passant, par exemple, par les gains de pouvoir d'achat liés aux économies d'énergie : l'éco-socialisme se veut un mouvement populaire, tourné vers les gens, récusant et le catastrophisme, qui nourrit les peurs et les haines, et le

technocratie, qui encourage les résistances et la défiance.

Etre éco--socialistes, c'est donc « oxygéner » notre démocratie, afin d'inclure plus largement les citoyens dans la décision, d'inventer de nouvelles formes de délibérations, de garantir la participation de tous.

Bref, de rendre notre démocratie « collaborative » (voir contribution thématique Emergence).

L'éco--socialisme, au total, n'est pas une conversion du socialisme à l'écologie, mais une façon de renouer aujourd'hui avec les fondamentaux de la Gauche :

penser la société comme une somme d'interdépendances pour adapter démocratiquement l'économie à la société dont elle n'est qu'un élément, et non la société aux seules logiques économiques. Plus largement encore, l'éco--socialisme nous armera contre la montée des valeurs identitaires et autoritaires au travers desquelles ressurgit le besoin d'un collectif de référence. En soulignant la solidarité à tous les échelons, locaux, nationaux et mondiaux, pour maîtriser le risque lié au réchauffement climatique, il nous conduit, contre les libéraux--conservateurs, à revaloriser les notions de coopération à la base de toute communauté humaine organisée.

Plutôt que de se tourner vers le passé, et bien éloigné du fatalisme, de l'égoïsme ou de la nostalgie ambiante, terreau sur lequel prospèrent les rhétoriques réactionnaires, l'éco--socialisme offre aux hommes un projet d'avenir. Projet politique global et projet de société, il constitue un ensemble plus cohérent que tout autre et peut-être plus encore que les autres formes de socialisme ne l'ont jamais été. Parce que sa vision de l'environnement ne se limite pas à la protection de la nature ou des espèces mais inclut tout ce qui fait " une vie humaine » : beauté, savoir, respect, sociabilité etc, et pour la protection de cet environnement, également culturel et social, il invite les hommes à s'organiser, c'est-à-dire à ne pas céder aux formes d'impuissance que l'atomisation de la société a insinuées dans les esprits depuis des décennies.

La nouveauté de la démarche, c'est qu'elle ne s'assigne plus un but final. Elle repose au contraire sur **l'inventivité démocratique et sociale, elle invite à approfondir tous les mécanismes de participation et de délibération**. Comment ne pas voir que l'éco--socialisme est, au final, le point de rencontre d'une série d'évolutions, le point de maturation de mutations politiques, économiques et sociales dont il nous force à tirer toutes les leçons ?

A cet égard, le défi lancé à la gauche, mais aussi à la société comme à l'Etat, n'est pas moindre que celui que nos grandes nations ont eu à relever au lendemain de la Grande dépression, puis de la seconde guerre mondiale. Il s'agissait alors aussi de trouver des réponses à des dérèglements que nul, ou presque, n'avait anticipés. Il s'agissait là aussi de réconcilier les sociétés avec elles--mêmes.

Face à cet enjeu, l'urgence écologique est en mesure de jouer le rôle d'un formidable éveilleur de conscience : elle démontre en effet l'absolue nécessité de nouvelles formes d'organisation et de développement que l'exigence de justice sociale aussi bien que la survie de la planète placent désormais au sommet de notre agenda !

LA GAUCHE A UN AVENIR : LA RÉPUBLIQUE !

Parce qu'il s'est construit avec la République, **le mouvement socialiste doit avoir à cœur, pour réussir sa refondation, d'aider à consolider et actualiser un héritage républicain aujourd'hui mis en cause**. Celui--ci a codifié les règles du "vivre ensemble". Il a rendu possible la constitution d'une nation et d'un peuple à partir de la formidable diversité d'origines, de croyances, de conditions, de convictions qui ont toujours caractérisé la France. Il nous est donc indispensable.

La base de l'accord entre tous, c'est l'éducation !

C'est elle qui, inculquant les valeurs de la République, prépare le futur citoyen à l'exercice de ses droits et devoirs, lui garantit les moyens de forger librement ses convictions, donne à chacun l'espoir et la possibilité de réussir conformément à ses mérites, mais surtout, comme l'a formulé Ferdinand Buisson dès 1882 « de placer le but de la vie le plus haut possible », car « il s'agit de développer dans l'homme l'homme lui-même »...

Aujourd'hui, cette promesse d'égalité par le mérite, le savoir et l'effort, cette promesse de progrès humain est cependant en danger. L'école française est désormais au premier rang des pays de l'OCDE en ce qui concerne la reproduction des inégalités. Aussi la réussite scolaire doit devenir plus qu'une formule : une politique dotée des moyens appropriés.

Cet engagement renouvelé devra aussi faire sa place à l'innovation et s'appuyer sur une formation qui concerne la vie entière. Education initiale et formation tout au long de la vie forment un tout.

Aujourd'hui s'expérimentent d'un bout à l'autre de la planète des méthodes radicalement nouvelles de transmission de connaissances dont beaucoup sortent tout juste des laboratoires. Le rapport nouveau à la transmission et à l'écrit, la numérisation des savoirs, l'élargissement des compétences éducatives pour chaque enfant comme pour chaque adulte, et plus que tout, l'éducation à la créativité, à l'innovation, à la collaboration et à la mobilité, la réorganisation de l'espace scolaire, la mobilisation permanente des capacités par le système de formation, doivent être les piliers d'un véritable changement de civilisation.

De même que l'école de la République a su, au XIX^{ème} siècle, assurer la promotion sociale en répondant aux besoins de la société industrielle ;

De même, **il nous faut rester fidèles à l'idéal socialiste et républicain et former pour le XXI^{ème} siècle l'individu inventif et collaboratif, qui sera capable de faire face aux transformations du monde et d'y participer.** L'école est un outil formidable. Servons nous en. Ayons le courage politique d'affirmer que la famille ne peut pas tout, et que l'Éducation Nationale doit jouer un rôle central dans la diffusion et l'explication des principes qui rendent possible le vivre ensemble.

La République, c'est aussi des Institutions dont la réforme doit être engagée !

Il ne peut y avoir de " démocratie sans le peuple" et le discrédit de la représentation politique a engendré une frustration populaire qui se manifeste par l'abstention et, de plus en plus souvent par un vote d'extrême-droite que l'on ne peut se contenter de disqualifier.

Le premier enjeu est de redonner au citoyen les moyens de peser sur les choix politiques. Afin d'oxygéner la représentation politique aujourd'hui incapable de se renouveler, toute une série de mesures, dont le non-cumul des mandats a constitué le premier maillon, sont déjà sur la table. A défaut de garantir une vraie diversité sociale, on pourra envisager un système de tirage au sort d'un pourcentage significatif de membres des assemblées locales ou nationales, parmi un panel de citoyens, qui soit représentatif de la société civile.

Il faudra également dresser le bilan de toutes les formes d'innovation démocratique avec le souci de mettre en place des formes de délibération et de participation adaptées à la société d'aujourd'hui. Ainsi, les grandes mobilisations contre la construction d'infrastructures locales, du barrage de Sivens à l'aéroport de Nantes nous montrent qu'au-delà de la durée trop longue des procédures d'enquête publique, ou de la qualité inégale des études préalables, une question ne peut

rester sans réponse: ne faut--il pas passer de la concertation à la consultation ?
C'est-à-dire préférer un arbitrage local et collectif fort plutôt qu'une décision en cercle réduit de décisionnaires (élus, techniciens et enquêteurs) pour certains projets locaux d'infrastructure engageant un territoire pour des années, voire des siècles. C'est préférer la décision politique collective à la décision politique restreinte et technique. Le référendum local apparaît alors comme l'outil fédérateur et mobilisateur d'une démocratie éco--socialiste...

De même conviendra--t--il de veiller à l'indépendance des élus comme des experts face aux groupes de pression. Enfin, notre démocratie devra s'emparer, pour les reprendre ou les rejeter, des ressources découlant des nouvelles technologies, y compris dans le processus d'élaboration de la loi. Plutôt que d'aborder ces questions au coup par coup (vote électronique par exemple), il faut en dresser l'inventaire et en faire le tri en fonction des critères d'une démocratie devenue " collaborative".

La République, c'est un parti exemplaire !

Mais les Institutions sur lesquelles repose notre démocratie ne se limitent pas aux pouvoirs exécutif ou législatif. Elles englobent les associations, les syndicats et les partis.

Et si des changements considérables, on l'a vu, doivent être envisagés à cette échelle, **pourquoi ne pas commencer par ce qui dépend de nous, à savoir le Parti** ? Son mode d'organisation et de fonctionnement, comme le comportement de ses membres façonnent aussi l'image que le citoyen se fait de la politique, et donc de la République. Aussi pourrait--on souhaiter qu'il devienne exemplaire, à l'image du système démocratique dont il se fait le promoteur pour le pays. A ce stade, les options sont connues.

Ne serait--il pas temps de les concrétiser autour de quelques principes forts :

- **le pouvoir aux militants, tout d'abord.** Ceux--ci ne peuvent en effet être considérés comme une simple masse de manœuvre appelée sans débat à consentir à tout. Le système des courants devra être repensé pour rendre aux adhérents le libre choix de nos dirigeants. Le choix de nos candidats pour les scrutins de liste devra toujours s'opérer selon le principe du vote préférentiel, afin de laisser aux militants le dernier mot. Enfin, ceux--ci devront être régulièrement consultés par des votes thématiques sur les grandes questions de fond ou d'actualité.

- **la prise en compte des nouvelles aspirations citoyennes.** L'organisation du parti devra être conçue en fonction de notre volonté de favoriser l'échange entre les adhérents, le débat avec la société, l'implication des citoyens. C'est dans cet esprit nouveau que devront être formés nos cadres et nos militants à tous les niveaux.

- **l'exemplarité des comportements.** Le fonctionnement du PS rappelle la jungle du marché que nous dénonçons dans nos textes. La concurrence entre les personnes y est de plus en plus virulente, le choc des ambitions et des ego permanent ! Nous devons établir des règles écartant toutes les formes de cooptation, encourageant la rotation dans les responsabilités , garantissant la collégialité dans les décisions.

- **le goût des idées :** la faiblesse de notre parti est liée pour une large part à la défaillance de la réflexion collective. Dans le contexte de mutation que nous connaissons, celle--ci est redevenue indispensable. Aussi devons nous mettre en place les outils appropriés à ce travail qui devront être intégrés à nos instances et en constituer un élément essentiel.

La République garde le monde pour horizon !

Ainsi réformée, notre République pourra de nouveau porter vers les peuples du monde entier le message hérité de son histoire. Les socialistes internationalistes se

sont toujours retrouvés dans la République parce qu'elle porte des valeurs universelles.

Ainsi se reconnaît-elle une responsabilité partout où la paix, les droits de l'homme et les droits des femmes, où le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sont en jeu, qu'il s'agisse du Caucase, du Moyen-Orient, de l'Asie mineure ou de l'Afrique, avec laquelle elle entend promouvoir une coopération renforcée en matière de sécurité, mais avant tout de développement durable et de démocratie.

La République récuse ainsi toute forme de domination : elle doit, dans un premier temps, se défaire de ses réseaux informels, matrices du néocolonialisme, et traiter les peuples de ses ex-colonies d'égal à égal. De plus, elle doit considérer que, son appui militaire inconditionnel aux Etats qui le demandent doit s'accompagner de processus politique et de développement viables. Enfin, elle doit concevoir une politique structurante dont le seul mercantilisme ne peut constituer l'horizon. Nous devons avoir l'audace et l'ambition, avec nos amis européens d'apporter des réponses adaptées, urgentes à cette situation.

Parce que l'avenir de l'Union européenne s'inscrit dans l'horizon des Suds, elle veut développer avec les pays du pourtour méditerranéen et des Afriques des partenariats globaux multidimensionnels. Ces partenariats doivent non seulement être adossés aux Etats, souvent fragiles, mais également reposer sur une imbrication de nos sociétés civiles afin de consolider nos démocraties. La Francophonie est un vecteur d'influence partagée qui ne doit pas servir les seuls desseins nationaux.

Et si elle sait qu'il faut proscrire toute naïveté dans les rapports entre États, la République ne se résigne pas au cynisme et promeut l'égalité, la justice au sein de la société internationale. **Elle doit, au-delà de la défense des intérêts nationaux, mettre en œuvre une politique extérieure progressiste fondée sur une promotion intelligente et intelligible des droits de l'homme et de nos principes universalistes.**

Pour agir, la République française n'est pas seule. Elle a fait depuis plus d'un demi-siècle le choix d'un engagement européen sur lequel nous devons être clairs. L'Europe n'a en effet de véritable sens que comme espace de solidarité, ce qui doit conduire à mettre en place, contre les égoïsmes actuels, un plan de convergence des enjeux économiques (la croissance, la compétitivité, la productivité), financiers (déficits et endettement) autant que sociaux.

Ce qui menace l'Union c'est en effet l'écart grandissant qui sépare les systèmes nationaux qu'il ne sera possible de résorber que sur la durée et autour de politiques coordonnées. L'arrivée de la gauche au pouvoir en Grèce peut nous fournir l'occasion de relancer l'idée d'un plan de soutien à l'activité, indispensable au recul du chômage et au retour de la confiance populaire. Ce plan devrait s'accompagner d'une réactivation du projet social européen qui passe par une responsabilisation plus grande des partenaires sociaux et par la volonté de construire le marché du travail le plus dynamique, le plus transversal et le plus protecteur possible. Renforcer la solidarité au sein de l'Union suppose aussi une clarification des responsabilités politiques. L'Union reste une association d'Etats, ce qui implique l'implication et la consultation des citoyens à chaque étape de sa construction. L'Union est aussi un projet démocratique, ce qui appelle la mise en place d'outils de contrôle de l'action de la Commission ou de l'Euro-groupe par exemple par un Parlement de l'Euro composé de représentants des Assemblées nationales des pays membres.

La Gauche se trouve à un tournant.

Ou bien elle suit la pente du pragmatisme intégral qui permet d'agir sans penser, et elle renonce à jouer le rôle que l'on est en droit d'attendre d'elle du fait de son histoire, dans cette période de grand bouleversement.

Ou bien elle reprend le problème à la racine et travaille à construire l'alternative éco-socialiste rendue nécessaire (et possible) par l'impasse, économique et écologique, dans laquelle s'est enfermé l'ultra-libéralisme. C'est à elle aussi de conforter l'esprit républicain malmené de toutes parts.

C'est ce choix que nous devons privilégier. En veillant à ne pas nous en laisser détourner par des batailles d'appareil qui ne sont pas à la hauteur de l'enjeu.

Celui-ci, nous le savons aujourd'hui, n'est rien moins que de proposer un nouveau modèle de société qui mette l'homme et son environnement au centre.

Voilà bien une tâche pour les socialistes !

Retrouvez-vous sur www.unenouvellevoie.fr

<https://www.facebook.com/nouvellevoiePS>

https://twitter.com/EMERGENCE_PS

Contactez les auteurs de la contribution :

- @EMERGENCE_PS
- <https://www.facebook.com/nouvellevoiePS>
- g.gorce@senat.fr